

# Club PLUi Grand Est

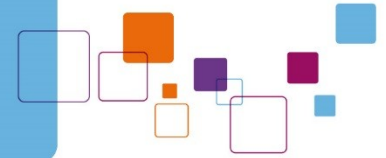
Aménagement  
numérique des  
territoires



***Pont-à-Mousson 13 novembre 2018***

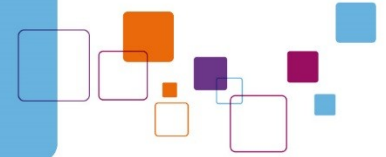


# Sommaire



- ☐ Rappels contextuels
- ☐ Le déploiement du très haut débit
- ☐ Les usages et apport dans le projet de territoire
- ☐ Pour aller plus loin .....

# Rappel contextuels



A l'origine ....

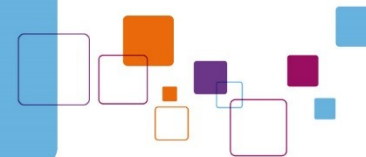
=> **Loi Pintat** (décembre 2009) pour la lutte contre la fracture numérique  
Faciliter le déploiement des réseaux THD  
Création des SDTAN

=> **Loi Grenelle II** (juillet 2010)  
ajoute dans le Code de l'urbanisme l'obligation de traiter des  
communications électroniques dans les documents d'urbanisme

Aujourd'hui ....

=> **Loi ELAN** (octobre 2018)  
amène une série de mesures visant à simplifier, alléger ou sécurisé les  
procédures pour accélérer le déploiement du numérique

# Rappel contextuels



Que dit la loi Grenelle ...

## **SCOT, PLU et Cartes communales (L.101-2)**

Déterminent **les conditions permettant d'assurer** dans le respect des objectifs du développement durable (...) la **diversité** des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, **en prévoyant des capacités** de construction et de réhabilitation suffisantes pour **la satisfaction, sans discrimination des besoins présents et futurs en matière (...) de développement des communications électroniques**

## **DTADD (L. 102-4)**

Peuvent déterminer les **objectifs et orientations de l'Etat** en matière (...) de **développement des communications électroniques** (...) dans les territoires présentant des enjeux nationaux

# Rappel contextuels



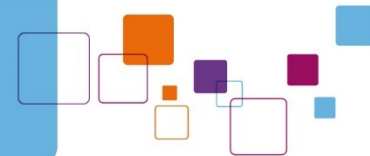
La loi Grenelle dans le Code de l'Urbanisme ...

*Dans les SCOT*

**PADD (L.141-4) fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme, (...), de développement des communications électroniques, (...)**

**DOO (L.141-21) peut définir des secteurs dans lesquels l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation est subordonnée à l'obligation (...) de respecter des critères de qualité renforcés en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques.**

# Rappel contextuels



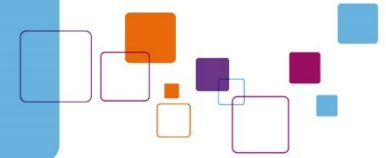
La loi Grenelle dans le Code de l'Urbanisme ...

Dans le PLU(i)

**PADD (L.151-5) définit les orientations générales concernant l'habitat (...) le développement des communications numériques (...) retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.**

**Règlement (L.151-40) peut imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements dans les secteurs qu'il ouvre à l'urbanisation de respecter, en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques, des critères de qualité renforcés, qu'il définit.**

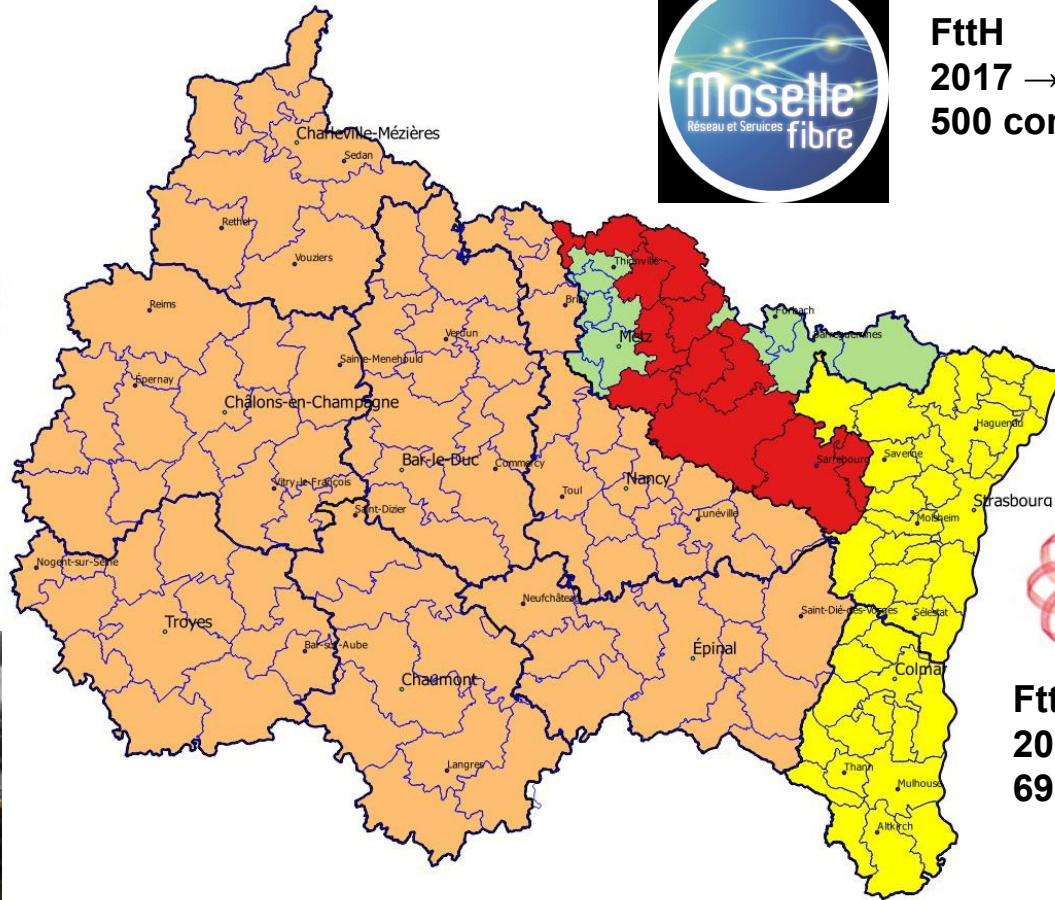
# Déploiement du Très Haut Débit



**FttH**  
**2017 → 2020**  
**500 communes**



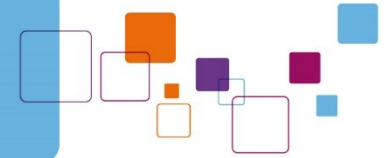
**FttH**  
**2018 → 2022**  
**3 660 Communes**



**FttH**  
**2017 -> 2022**  
**696 Communes**



# *Les usages et apport au projet de territoire*



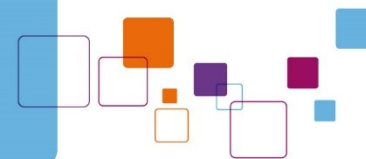
Entre infrastructure, diagnostic et enjeux pour quels usages  
... sur quel périmètre et dans quel projet?

Sur quels sujets la collectivité a-t-elle prise et comment ?

Comment le numérique est-il pris en compte au sein de la  
collectivité?



# Témoignage

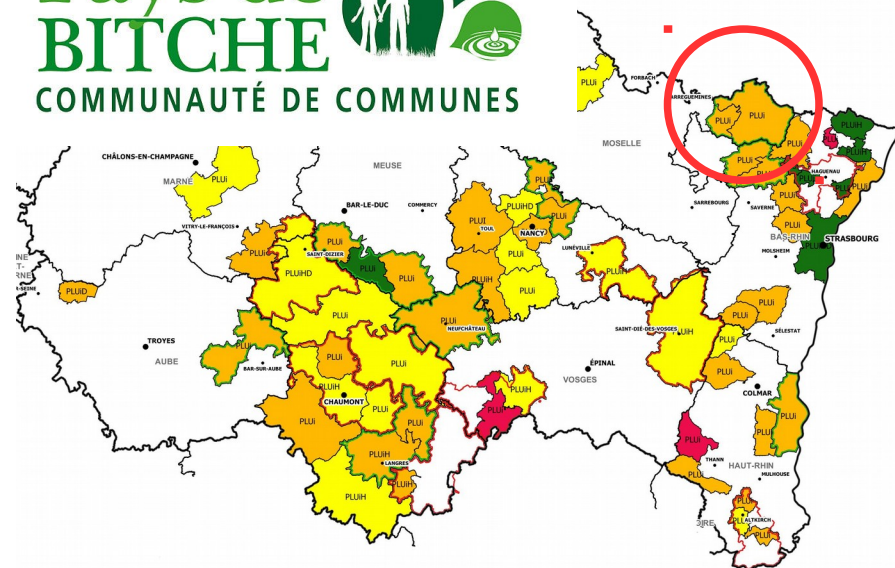


CC du Pays de Bitche

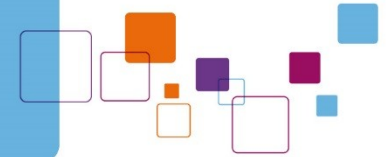
**Carine HECTOR**

*Directrice des services techniques*

- Un projet : Une plateforme numérique citoyenne
- Territoire : 46 communes et 35 600 habitants
- Un réseau THD fibre existant « Tubéo »



# Les usages et apport au projet de territoire



## Quelle démarche ?

- **Etat des lieux**

  - Quels acteurs ?

  - Quels besoins ? A quelle échelle de territoire ?

  - Les politiques nationale, locale ?

  - Les outils à dispositions ?

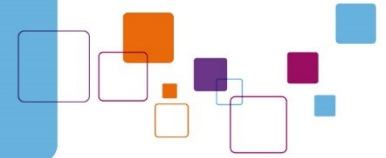
- **Diagnostic**

  - éligibilité fibre

  - couverture mobile

    - services / usages existants et à quelle échelle du territoire

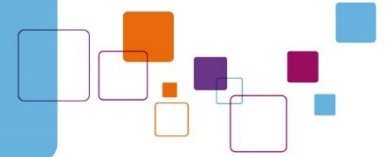
# *Les usages et apport au projet de territoire*



## **Les Usages / pour quelle échelle de territoire ?**

- Les services aux citoyens
- Transports et mobilités (véhicule autonome, auto partage, co-voiturage, ..
- Santé et social ( télé médecine, maison de santé, maintien à domicile, ...
- Inclusion (espace public numérique, bibliothèque, ...
- Éducation et formation
- Culture et tourisme
- Transition énergétique
- Développement économique
- Le e commerce
- Fabrication additive dans l'industrie
- Les tiers lieux (fablab, coworking, ...

# Projet de guide / questionnaire pour construire un diagnostic



## Travail engagé par la DREAL Grand Est sur 3 territoires

- => CC de la Moivre à la Coole
- => CC du Pays de Colombey et du Sud Toulinois
- => CA de Chaumont

# Pour aller plus loin



Aménagement numérique  
et documents d'urbanisme

Éléments de méthodologie

Juin 2013

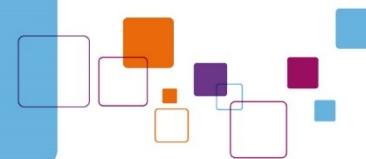


<https://www.arcep.fr/>

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/numerique-espace-public-quels-enjeux>



<http://www.club-plui.logement.gouv.fr>



## Quelles zones cibles ?

Document d'Orientation  
et d'Objectifs du SCoT

Le règlement du PLU

Zones d'Urbanisation Future

zones AU et 2 AU

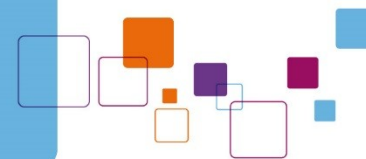
Zones existantes

Zones de Renouvellement Urbain



Les OAP pourraient imposer des principes applicables à un ensemble de zones spécifiques :  
« *toutes les ZA , ou autres zones, sont desservies et raccordables »*





## Le Règlement ...repères

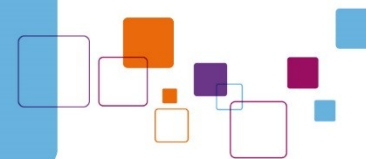


Dans les **art 1 et 2** veiller à ce que les dispositions ne soient pas un frein aux équipements et installations nécessaires au développement des communications électroniques

En zones **A et N** veiller à ce que la rédaction intègre bien la **possibilité d'admettre des les "équipements collectifs"** permettant d'admettre les pylones, les antennes...

Concernant l'implantation des armoires, shelters.., a priori pas de problème dans les **zones U et AU**.

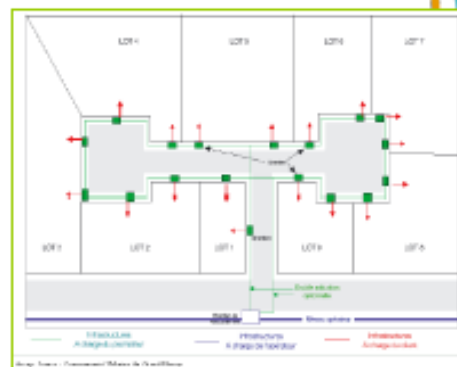




## Le Règlement ...repères

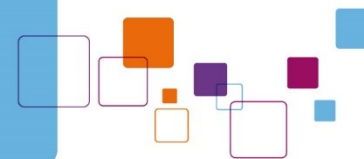
Le PLU (**art 4**) ne peut pas imposer l'enfouissement ou le raccordement obligatoire aux réseaux de communications électroniques

En revanche, l'article 4 pourrait préciser que toute construction nouvelle devra pouvoir être raccordée aux réseaux THD quand ils existent et qu'en conséquence, **des dispositifs de branchement seront installés depuis le domaine public jusqu'à la parcelle à desservir.**



Néanmoins la collectivité peut demander des **fourreaux de réserve dans les opérations d'aménagement** (légitime si réseaux existants ou à venir proche)



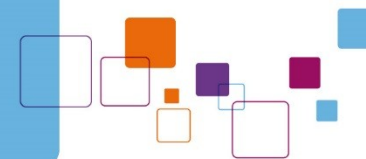


## Le Règlement ...repères

Sur les règles d'implantation (**art 6, 7, 8**), les règles du document s'appliquent à tout : définir des **critères objectifs** pour expliquer la différence de traitement des équipements techniques (contraintes d'implantation ou à la nature de l'équipement qui nécessite une implantation particulière)

*Les installations des opérateurs de communications électroniques sont plutôt **d'intérêt collectif**, si le PLU ne parle que de service ou d'équipements publics, les dispositions spécifiques concernant leurs installations risquent de pas s'appliquer et de pénaliser l'arrivée du THD*





## Le Règlement ...repères

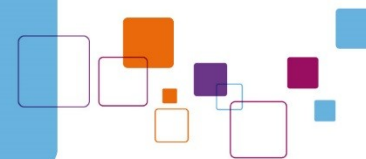
S'agissant de l'**art 10** (hauteur maximale des constructions) il pourra concerner les shelters, mais surtout les pylônes et antennes.

les antennes émettrices ou réceptrices sont soumises aux **mêmes régimes** d'autorisation au titre du CU que l'ensemble des **pylônes**.

H > 12 m ou construction d'un local technique de 2 à 20 m <sup>2</sup>	DP
construction d'un local technique > 20 m <sup>2</sup>	PC



Les installations **qui ne sont soumises à aucune formalité** (pas de modification de l'aspect extérieur d'un immeuble existant, moins de 12 mètres de hauteur, et local technique de moins de 2 m<sup>2</sup>) .....**doivent néanmoins respecter** les règles générales d'urbanisme et, le cas échéant, les règles du **plan local d'urbanisme** (art L.421-8 du CU).



## Le Règlement ...repères

**L'Art 11** concernera les déploiements en facade, l'aspect des shelters et autres installations techniques, mais aussi les déploiements en aérien au titre du paysage.

Les antennes émettrices ou réceptrices, qui **modifient l'aspect d'un immeuble** existant, sur le toit ou le long d'un immeuble, sont soumises au **régime de la déclaration préalable** (art R. 421-7 du CU).

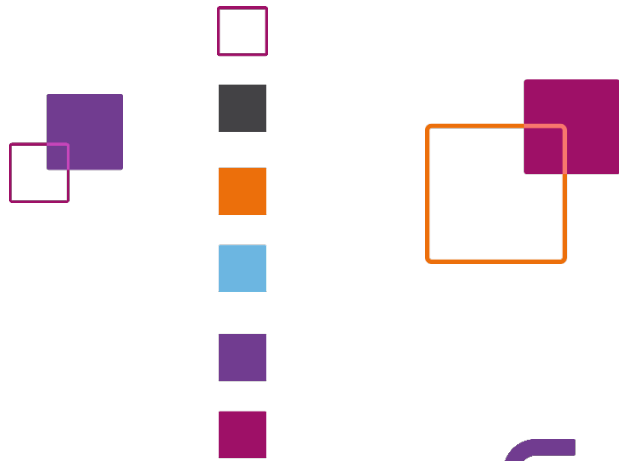
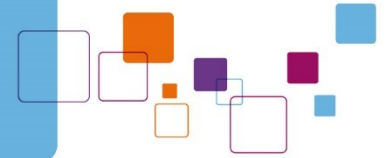


### Valenciennes



Il en est de même pour toute installation modifiant cet aspect extérieur





**Merci de votre attention**

